



OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ensemble relevons le défi !

Ce document contient la transcription textuelle d'une vidéo du MOOC UVED « Objectifs de développement durable ». Ce n'est donc pas un cours écrit au sens propre du terme ; le choix des mots, l'articulation des idées et l'absence de chapitrage sont propres aux interventions orales des auteurs.

Les ODD : un défi pour l'Action publique

Jean-Paul Moatti,

Président-directeur général de l'IRD

Les ODD fournissent le cadre de la discussion et de la coopération multilatérale puisqu'ils ont été négociés et qu'ils sont portés par le cadre des Nations-Unies. Cela crée immédiatement un paradoxe, c'est que ce cadre multilatéral tel qu'il est organisé aujourd'hui n'est pas forcément le seul lieu, voire le meilleur lieu, pour réaliser ces objectifs.

Les ODD souffrent de ce que les politologues appellent classiquement le paradoxe "westphalien" par référence au traité de Westphalie qui, au dix-septième siècle, a mis fin à un des conflits les plus longs qui ravageait l'Europe, la guerre de Trente Ans, qui base l'ordre international dans le respect, par les uns et les autres, de la souveraineté des États. Ils n'ont pas de caractère contraignant et ils sont dépendants de la bonne volonté des différents gouvernements, qui peuvent d'ailleurs changer d'une période à l'autre, pour leur mise en œuvre. Il est clair à quiconque regarde les informations quotidiennement à l'heure où je vous parle qu'il y a eu des évolutions récentes du cadre multilatéral qui font que, très certainement, si on renégociait aujourd'hui les Objectifs de Développement Durable, on n'y parviendrait pas. On ne parviendrait pas à des compromis aussi avancés que ceux qui figurent dans l'agenda. Mais dans une large mesure, c'est ce qui fait leur prix : il faut s'accrocher à ce cadre de référence pour garder sa puissance transformatrice.

Même s'il découle de ce que je viens de dire que ce n'est pas seulement au niveau des gouvernements, de la puissance publique, que les ODD peuvent être réalisées, ne serait-ce que parce que les masses financières d'investissement qu'ils impliquent ne sont pas ou plus à la

disponibilité des États dans un contexte souvent de nécessité de réduire les déficits publics et les dépenses publiques, donc il faut faire appel à d'autres sources de financement, notamment au secteur privé, au secteur de la société civile, au secteur de l'économie sociale, mais le rôle des gouvernements reste très important. Il est très important que ce rôle ne se limite pas à ce qu'on pourrait appeler, pour paraphraser une expression qui se dit beaucoup dans les couloirs de l'ONU depuis qu'on parle des ODD, qui se transforme en concours de beauté où chaque gouvernement, chaque année, vient faire état du fait qu'il a bien suivi 167 des 169 cibles des 17 Objectifs et que sur l'écrasante majorité d'entre eux, il a accompli des avancées significatives. Non, il faut que l'action des gouvernements ne soit pas une action de propagande mais une action de transformation, et que les ODD soient de plus en plus mis au cœur de toutes les politiques publiques. On peut espérer, on en verra un exemple, que ce sera le cas au niveau de l'Union européenne dans les années qui viennent et il faut que cette action de l'État, en intégrant dans toutes les politiques publiques les Objectifs de Développement Durable, en supprimant ce qui dans ces politiques, par exemple les subventions aux énergies fossiles ou une certaine façon pas très humanitaire de gérer les problèmes de migration et de flux de population, pour supprimer ou alléger ce qui peut limiter la réalisation des ODD, et au contraire, de favoriser les politiques intégratrices qui permettent d'avancer dans la bonne direction.

Les limites et en même temps le rôle essentiel de l'action des États, des gouvernements, des pouvoirs publics, apparaissent clairement dès lors que l'on comprend que l'un des niveaux essentiels de mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable, c'est celui du territoire. Bien sûr, les limites spatiales, les configurations spatiales de ces territoires doivent être définies selon les pays, selon les régions, selon les découpages politiques et institutionnels, selon les traditions culturelles, mais une fois ceci établi, il est clair que c'est au niveau des territoires que la concrétisation la plus opérationnelle, la plus immédiate des ODD doit se jouer. À ce niveau, le rôle des pouvoirs publics est essentiel pour faciliter la mise en œuvre des ODD, pour faire sauter les blocages qui peuvent le limiter. Si on a une politique systématique de subvention des énergies fossiles, on retarde d'autant la possibilité de transition énergétique vers des énergies renouvelables. Si on a des politiques fiscales qui limitent toute forme de redistribution et de transfert de richesses vers les plus pauvres, ça va être assez difficile de résoudre par un coup de baguette magique la question des inégalités à l'intérieur des groupes sociaux et ainsi de suite. Mais en même temps, le niveau du territoire implique l'ensemble des acteurs de la société, l'ensemble des acteurs économiques, l'ensemble des acteurs politiques et culturels, aux côtés des pouvoirs publics qu'il s'agit de faire converger, et en même temps, il peut impliquer d'assumer les contradictions, voire les conflits, que cela peut générer par rapport à des intérêts qui freinent par rapport au développement durable, et ont une appétence au maintien du statu quo existant et à des modes de production et de consommation qui sont clairement une catastrophe potentielle pour la planète.